

XIXe Rencontres du RIUESS

« ESS de la culture et culture de l'ESS »

« Assignation culturelle. Quels effets sur les acteurs associatifs ? »

Elisabetta BUCOLO, Sociologue, Maîtresse de conférences au CNAM-LISE/CNRS

Introduction

Le postulat selon lequel il existerait, chez les gens du sud de l'Italie, une « incivilité naturelle » inscrite à jamais dans leur histoire et dans leur culture, a été considéré comme une vérité scientifique. Ce postulat a participé à construire une représentation aussi déterministe que déformée du processus de développement social, économique et politique du Sud. Il se fonde sur l'idée que l'inscription dans des référents particularistes typiques de la culture archaïque, serait à l'origine du manque d'esprit civique. Ce particularisme s'exprimerait par la force des liens communautaires, d'appartenance familiale, d'amitié restreinte qui, de par leur enracinement, seraient à l'origine de formes d'enfermement empêchant toute ouverture vers les autres. Dans cette approche, toute forme de socialisation relevant de la tradition est considérée un instrument de résistance au changement en opposition à la modernité, gage de progrès. La persistance de ces caractères traditionnels serait due à des formes familiales spécifiques, dites de *familialisme amoral* (Banfield, 1958). Par *familialisme amoral*, on entend un comportement qui vise à « la maximisation des avantages matériels et immédiats de la famille nucléaire, en supposant que les autres se comportent de la même manière. Qui suit cette règle est sans moralité vis-à-vis des personnes étrangères à son cercle familial » (Banfield, cité par De Spirito, 1993, p.107). Trop inclusives et égoïstes, jusqu'à être amORAles, les relations familiales empêcheraient toute solidarité élargie au-delà de leurs frontières, en cantonnant les individus dans des relations instrumentales. Dans ce contexte traditionnel, il est impossible de s'associer pour le bien public ou de se mobiliser pour défendre des causes communes. Ce

manque d'esprit civique (*civicness*) et de participation sociale et politique des gens (Putnam et alii, 1993 ; Fukuyama, 1997).

Or cette assignation culturelle montre « les limites de la tradition critique occidentalocentriste (souvent dominante dans la pensée critique à l'égard des pays du Sud) pour ce qui est d'analyser et d'évaluer les processus politiques qui ont recours à des univers symboliques et culturels ne concordant pas avec ceux qui la sous-tendent » (De Sousa Santos, 2011, p.21). Ainsi nous voudrions questionner d'une part la construction savante par laquelle on a considéré rétrograde tout ce qui a attiré à la tradition et, d'autre part, les effets que cela a pu engendrer dans la posture et l'imaginaire collectif des acteurs qui travaillent au quotidien dans le milieu associatif.

Une assignation ancienne : les catégories savantes du familialisme amoral et du clientélisme

Durant les années 1950, un nombre important d'universitaires américains se rendent en Italie du sud pour y mener des travaux de recherche dont la finalité est d'explicitier la complexité de la société méridionale dans laquelle, selon leur interprétation, la tradition et la modernité cohabitent (Ferragina, 2009, p.267). Parmi ces chercheurs, un politologue et sociologue travaillant comme conseiller gouvernemental, Edward C. Banfield, dans son ouvrage paru en 1958, *The moral basis of a backward society*, constate le manque de solidarité entre les gens d'un petit village du Sud de l'Italie, Chiaromonte. S'appuyant sur une approche ethnographique, il cherche à comprendre les raisons de la misère dans le sud de l'Italie et il se réfère, dès l'introduction de son texte, à Tocqueville (1835) en indiquant que ces raisons sont à chercher dans la carence d'esprit associatif. Il en conclue que la raison de l'incapacité à s'associer des quelques dix mille habitants du village est à chercher dans ce qu'il appelle le *familialisme amoral*. Banfield considère que l'*ethos* des populations du Sud réduit leur possibilité de générer des actions collectives. Imprégnées de *familialisme*, elles n'ont aucun intérêt pour le bien commun et orientent leurs actions et leurs choix de manière égoïste pour satisfaire uniquement les besoins des membres de leur famille. Livrés à une lutte hobbesienne de tous contre tous, les gens du Sud, n'ont d'autre choix que de rester figés dans l'immobilisme. Les conditions de rareté, d'incertitude et de précarité ne peuvent

qu'enclencher des attitudes de conflit et de compétition du fait de la propension innée des membres d'une même famille à l'amoralité envers les autres. La misère n'est donc pas un problème socio-économique mais plutôt culturel car chacun agit selon des stratégies familiales orientées à la sauvegarde des acquis. Ainsi les possibilités de produire un changement de long terme sont très faibles, voire nulles. Paradoxalement, la seule manière de survivre, pour ces populations, est de se confier à la protection clientéliste, aussi bien dans le domaine politique qu'économique et social, en entretenant une culture de la méfiance. Les travaux de Banfield eurent une grande résonance dans le milieu académique, jusqu'à nos jours, et lui valurent un poste à l'Université de Harvard. Bien que largement débattue et critiquée, la théorie du *familialisme amoral* s'inscrit dans une interprétation critique des relations traditionnelles que l'on retrouve dans d'autres catégories savantes comme celle du clientélisme¹ qui, comme le montrent Briquet (2006, p. 49-50) et Blando (2002), s'est imposée « en un principe déterminant d'intelligibilité ». La force et l'enracinement des liens communautaires, d'appartenance familiale, d'amitié restreinte y sont considérés comme des caractères particularistes typiques d'une culture archaïque. Le familialisme, aussi bien que le clientélisme, a été utilisé tout au long de l'histoire comme paradigme explicatif unique afin d'expliquer, justifier ou condamner le retard culturel, social et économique du Sud.

Après l'Unification d'Italie de 1861, la droite libérale au pouvoir s'y réfère pour construire une rhétorique apte à disqualifier les nouveaux dirigeants issus des classes moyennes et ayant investi l'arène politique grâce à l'élargissement du droit de vote. Il s'agissait, plus particulièrement, des dirigeants méridionaux inscrits dans les courants de gauche, et provenant en grande partie des rangs du mouvement associatif et coopératif (Bucolo, 2018). Puisant dans le répertoire savant des études ethnographiques, les politiciens conservateurs

1 « Quand on parle de clientélisme, on fait référence à l'attitude de déférence d'un sujet faible par rapport au plus fort. Il a un caractère d'obligation à long terme ou à court terme selon les prestations et les contre-prestations qui y sont impliquées. L'accord de dépendance est fortement personnalisé et il s'établit entre le patron/protecteur en tant que personnage dominant du rapport et ceux qui sont définis comme ses clients, ses protégés ou ses dépendants. Différemment de ce que l'on peut croire, la dépendance engendrée par le clientélisme ne va pas à sens unique : du supérieur à l'inférieur, du plus fort au plus faible, mais plutôt dans le double sens. Cela ne veut pas toujours dire soumission complète car à travers ce système les plus faibles disposent des instruments de pression sociale, morale, de consensus, d'amitié pour contrôler la prépondérance des supérieurs. Quand on parle, par exemple de l'appui électoral ou de la procuration des votes, le rapport de clientélisme qui s'engendre augmente à la fois l'importance des élus et des personnes qui contrôlent les électeurs. Cela veut dire que vient à s'instaurer une dynamique d'aller-retour de faveurs » (Bucolo, 1998). Voir également, Davis (1997) et Pitt-Rivers (1997), Briquet et Sawicki (1998).

trouvèrent les arguments pour construire un discours politique qui vienne enrayer l'avancée des élus de la gauche méridionale. Par leurs origines, ces dirigeants n'étaient pas jugés aptes à gérer l'Etat du fait de leurs dispositions à la violence et à l'incivilité dont on les disait porteurs « par nature et par race » en raison de leur provenance paysanne². Cette « immaturité » politique et civique les obligeant à s'appuyer sur des réseaux de médiation particulariste et de corruption, pour pérenniser leur pouvoir au niveau local voire national. Ces représentations venaient donc conforter l'idée de la nécessité d'une classe politique septentrionale, expression de la droite conservatrice, pour gouverner le pays, de manière centralisée. Il faut préciser que cette nouvelle classe politique méridionale s'était en grande partie formée au sein des sociétés de secours mutuel, et plus tardivement des coopératives et des caisses solidaires. Les ouvertures démocratiques, dont ce nouveau personnel politique était porteur, constituaient un danger pour le pouvoir conservateur. L'ancrage politique local et l'ample mobilisation populaire, constituaient les bases du consensus sur lequel ces dirigeants fondaient leur pouvoir politique, structuré sur un mode opératoire et représentatif largement décalé par rapport au centralisme conservateur des grands notables libéraux. Ces « nouveaux entrepreneurs politiques opposaient des modalités alternatives de mobilisation de la société civile, en activant les cercles de sociabilité et les multiples associations (coopératives de crédit ou de production, sociétés de secours mutuel) dont ils étaient les animateurs. L'administration des institutions locales et des organismes qui en dépendaient (banques, offices chargés de l'assistance ou des équipements collectifs, ...) leur permettait, en outre, de s'assurer le soutien de secteurs étendus de la population, tout autant par les ressources qu'ils étaient ainsi en mesure de leur affecter que par la légitimité qu'ils retiraient de leur participation aux politiques de modernisation des services et des infrastructures (assainissement, transports, écoles, magasins municipaux, ...) dans les métropoles régionales comme dans les bourgs ruraux » (Briquet, 2006, p. 53-54).

Un siècle plus tard, durant les années 1970, avec l'expansion de l'Etat social et des capacités de distribution des ressources dues à l'évolution des champs de compétences des collectivités territoriales, le paradigme de la « *partitocratie clientélaire* »³ a été mobilisé par

2 Ainsi le soutenait l'anthropologie raciale de Lombroso (auteur de *L'homme criminel : criminel-né, fou moral, épileptique : étude anthropologique et médico-légale*, Paris, Félix Alcan, 1887).

3 La partitocratie se définit comme « cette forme de gouvernement dans laquelle un ou plusieurs partis détiennent le monopole de l'accès au personnel, aux ressources et aux politiques de gouvernement » (Lowi cité par Lazar, 2001, p.537)

pour dénoncer le « *malgoverno* » des forces politiques au pouvoir, et notamment de la Démocratie Chrétienne, dans le Sud de l'Italie. Les partis de masse ayant instauré un système de gestion des ressources étatiques au profit des réseaux et des groupes qui composaient leur électorat : « il devint ainsi naturel pour les gouvernements de pratiquer une politique de rentes et de subventions en faveur de populations méridionales, dans tous les secteurs de l'activité économique » (Allum, 1995, p. 29-30). De même, face à l'ampleur de la crise italienne des années 1990⁴ qui a entraîné la fin des deux grands partis de masse, la DC et le PSI, ainsi qu'une « profonde délégitimation du pouvoir » (Lazar, 1997, p. 70), la mobilisation de la société civile a renforcé les demandes de légalité et des formes diverses de rejet de la politique en s'appropriant le discours attribuant les raisons profondes de la crise en cours, à l'étiollement du système politique du fait du clientélisme et de la corruption. En parallèle, le monde académique et politique, « non seulement ne questionna pas ce paradigme culturaliste et dualiste mais le positionnera comme la seule explication de la crise » (Blando, 2002, p. 6).

En définitive, le paradigme clientéliste et familialiste a servi de grille unique de compréhension de tous les dysfonctionnements, jusqu'à l'explication de la présence d'une forme spécifique de criminalité organisée, la Mafia. Or, s'il est indéniable qu'en Sicile nombre de canaux de mobilité ascendante se sont créés en se substituant aux revendications collectives, produisant ainsi une grande désagrégation sociale, il reste qu'il a prévalu une interprétation unidimensionnelle du caractère exceptionnel des crises traversées. L'approche culturaliste, affectant les déficits démocratiques aux « carences culturelles » méridionales, a prévalu en considérant le *familialisme* comme une caractéristique naturelle du peuple méridional, à l'origine de ses tares originelles.

Une caution scientifique : les théories du capital social

Les politologues Putnam et Fukuyama, en s'interrogeant sur les raisons à l'origine de la performance institutionnelle et économique de différents pays occidentaux, établissent un

⁴ On se réfère ici à la crise engendrée par l'affaire *Mani pulite*, opération judiciaire lancée en 1992 contre la corruption du monde politique italien qui a démantelé un système de corruption et de pots-de-vin perpétré par des personnalités politiques inscrites dans les deux partis de masse, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti socialiste italien (PSI). Le système ainsi découvert fut baptisé *Tangentopoli* (de *tangente*, pot-de-vin, et de *poli*, ville en grec).

lien très strict entre vitalité associative et production de capital social indispensable à la démocratie. Par capital social, ils définissent l'ensemble des réseaux et des relations entre individus qui garantissent la généralisation de la confiance et de l'esprit civique, nécessaires au bon fonctionnement des institutions et de l'économie. Les associations étant le lieu privilégié de création de capital social, leur existence s'avère essentielle pour nos sociétés. Comme le montre Bevort (2002, p.83), la problématique proposée, en terme de lien entre performance institutionnelle et capital social constitue une approche renouvelée de la question démocratique dans les sociétés modernes. L'engagement citoyen, notamment dans les associations, est considéré comme une « *pré condition indispensable* ». Dans son ouvrage fondateur, *Making Democracy Work* (1993), Putnam explique l'écart existant entre le Nord riche et performant et le Sud en retard de développement économique par le paradigme culturaliste et il se réfère aux travaux de Banfield sur le *familialisme amoral*. Ainsi, le développement des régions du Nord serait dû à leur tradition d'engagement civique et d'actions sociales communautaires. Les citoyens seraient de ce fait liés entre eux par des relations de confiance qui renforcent l'action horizontale de réseaux sociaux et politiques. Le pôle opposé aux communautés civiques du Nord, serait l'incivisme des régions méridionales, comme la Sicile et la Calabre. La nature inclusive et égoïste du modèle familial méridional aurait empêché la formation de capital social. Aucune conception de citoyenneté, aucun engagement social et culturel ne trouverait place ici et la gestion du pouvoir politique serait laissée aux affaires privées de quelques notables. Ce qui entraîne inmanquablement ces régions dans un cercle vicieux de sous-développement, sans aucun contrôle citoyen possible. Le manque de capital social, d'esprit civique (*civicness*) et de confiance généralisée, serait donc à l'origine de l'impossibilité des individus de se mobiliser pour générer une action collective dans l'intérêt de tous. Aussi, par cette analyse, le postulat selon lequel il existerait, chez les gens du Sud de l'Italie, une « incivilité naturelle », inscrite à jamais dans leur histoire a été considérée comme une vérité scientifique.

La portée des théories du capital social a été de très grande ampleur à la fois dans le milieu scientifique mais également auprès d'un public plus large, grâce à un vaste travail de vulgarisation opéré notamment par les institutions internationales comme la Banque mondiale et l'OCDE qui s'en sont approprié la démarche. Or, cette « caution » scientifique produit du sens en ce qu'elle véhicule ou dégage une explication des conduites collectives à

laquelle on va se référer pour expliciter la logique de certaines réalités sociales. Le consensus théorique autour de la théorie du capital social a fini par considérer comme fondé le postulat sous-jacent à la notion elle-même. À savoir, la « carence de formes de solidarité non primaires » (Catanzaro, 1989) dans le Sud italien. Comme on l'a vu, c'est notamment la permanence des relations particularistes qui est au cœur des argumentations explicitant le manque de capital social et donc de sens civique en Italie du Sud. Appelé diversement *familialisme amoral* ou *particularisme*, ce défaut culturel s'explique par la faiblesse de liens coopératifs au-delà des frontières restreintes de la famille et de la parenté qui engendre l'infiltration systématique des logiques publiques par la force des intérêts privés. Ce postulat a contribué, nous semble-t-il, à restreindre la portée de l'analyse des formes de solidarité méridionales à celles familiales, occultant d'autres formes d'action collective portées, au niveau territorial, par les mouvements collectifs, les groupes de citoyens, les associations et les coopératives sociales. Comme le montre De Sousa Santos (2011, p. 34), « la non-existence est produite chaque fois qu'une certaine entité est tellement disqualifiée qu'elle disparaît et devient invisible ou qu'elle est défigurée au point de devenir inintelligible ».

Une autre réalité : la force des dynamiques collectives

De nombreuses recherches sont intervenues, pour montrer les limites des travaux sur la « question méridionale » se fondant sur une approche culturaliste et déterministe, se référant au *familialisme*. Et ce, sous différents angles historique, sociologique et anthropologique (Pizzorno, 2001 ; Lupo, 1993 ; Blando, 2002 ; Piselli, 2002 ; Mutti, 1998, ...). Cette approche, tout en contribuant à apporter des éléments de réflexion importants dans le débat scientifique, s'avère trop rigide et, *a fortiori*, réductrice pour lire la réalité méridionale et plus particulièrement la nature des interrelations sociales au Sud, de la famille jusqu'à l'association. La *civiness*, qui se traduit dans la présence d'associations, de groupes de pression et d'entraide, d'espaces collectifs est certes le soubassement culturel des activités sociales et économiques indispensables aux sociétés, mais il est conçu comme une variable indépendante dont les sociétés du Sud seraient dépourvues, à jamais. Or, d'autres facteurs comptent, en particulier le contexte institutionnel, garant des règles et des normes communes, et le contexte politique, qui doit être inclusif. L'approche de Banfield, malgré les

limites très fortes de sa lecture du contexte méridional, peut être intéressante dans le sens où il a essayé de comprendre les rapports entre individus et institutions, et la capacité des communautés locales d'avoir un rôle actif dans les processus de changement. Mais il reste ancré dans un regard dichotomique qui considère la modernisation uniquement comme le dépassement des enjeux particularistes. Dans cette perspective, les réseaux familiaux et parentaux apparaissent comme particularistes et immoraux et donc incapables de générer la confiance généralisée. Les logiques économiques et sociales des comportements familiaux sont cantonnées dans l'espace de l'irrationnel dans le sens où elles seraient uniquement aptes à se déterminer par l'affection et les mœurs.

Des analyses plus fines des fonctionnements et des stratégies familiales montrent les limites de cette approche. Selon Meloni (1997, p.XXXV) aucun comportement n'est irrationnel car il peut mobiliser à la fois, et selon les opportunités, des principes relevant plutôt de la réciprocité, de la redistribution ou de l'échange de marché. En ceci, les familles mobilisent des stratégies d'utilisation et de création de ressources selon les opportunités institutionnelles et politiques dans lesquelles elles sont encastrées. Dans le même sens, en proposant une étude sur la relation entre le développement et les stratégies familiales au Nord et au Sud, Magatti et Mingione (1997) montrent que les spécificités des conditions économiques au Nord et les formes de redistribution institutionnelle au Sud impliquent des formes d'intégration sociale différentes. Et ceci, sur la base de structures familiales similaires. D'autres travaux sur la réalité méridionale (Mutti, 1998 ; Turnaturi, 1993 et 1994), ont montré que, même dans des contextes définis « particularistes », les communautés sont capables d'avoir un rôle actif dans les processus de changement. Notamment, Mutti (1996) considère qu'il n'est pas opportun de penser la relation entre particularisme et universalisme en termes d'opposition mais plutôt en termes d'interaction et d'échange. Certaines formes de particularisme permettent la confrontation avec l'extérieur et le dialogue et la coopération avec d'autres communautés s'appuyant sur des normes et des règles différentes pour transformer ou reconstruire leur propre tradition et leur identité du fait de l'échange avec les autres. C'est le cas des cultures pluralistes qui se développent dans des contextes où chaque spécificité particulariste et chaque individualité sont respectées.

Pour ce qui est plus particulièrement des associations siciliennes, depuis les premières initiatives de secours mutuel et de caisses rurales, jusqu'aux coopératives sociales de récente constitution, en passant par les associations de l'antimafia sociale, elles se sont largement appuyées sur les réseaux de proximité, dits particularistes, pour renforcer leur action et en valoriser l'apport vertueux. À titre d'exemple, comme le montre Siebert (1994, p.287) en se référant à l'action des associations de femmes qui se sont créées durant les années 1990⁵, « le particularisme de la sphère habituelle des femmes, vient se projeter dans la sphère publique : contre la mafia ce type de perspective civile, et en même temps combative, nous paraît particulièrement pertinent. C'est justement la mafia qui, de manière instrumentale, fait référence aux valeurs de la famille ; c'est justement la mafia qui a depuis longtemps aboli la différence entre public et privé. C'est la mafia, à travers la terreur et le chantage, qui tend à contrôler les petits gestes du quotidien : sa « seigneurie du territoire » passe à travers les aspects moindres, matériels et symboliques de la vie de chaque jour. Son contrôle apparaît dramatiquement domestique ». Turnaturi (citée par Mutti, 1998) montre comment, dans les contextes méridionaux, nombre d'associations de familles de victimes de la mafia, créées sur des bases privatistes, tout au long de leur mobilisation collective, apprennent à reformuler leurs revendications dans des termes plus universalistes. Elles transforment des événements privés en événements significatifs pour les autres et ayant un impact dans la sphère publique. Par ailleurs, les associations qui animent les centres sociaux, et notamment celles implantées dans les quartiers les plus défavorisés, s'attachent à déstabiliser la dynamique verticale et asymétrique de certaines relations interpersonnelles, notamment celles de nature criminelle. Pour ce faire, elles développent des modalités de fonctionnement qui s'appuient sur la force des relations particularistes se référant à des formes de réciprocité égalitaire (Gardin, 2006). Ainsi, elles refusent de faire l'amalgame entre pratiques clientélistes et « culture ». Elles rendent possible le « vivre ensemble » dans un espace qui n'est ni complètement traditionnel ni tout à fait moderne, avec des règles communes et partagées, et souvent contraignantes. Dans ces lieux, il est possible de dialoguer au-delà des références communautaires, et sur la base d'un accord commun avec les autres qui crée, malgré tout, des micro-espaces démocratiques de liberté et d'égalité

⁵ Voir à ce propos l'expérience des associations des femmes créées au lendemain des meurtres des juges Falcone et Borsellino (Bucolo, 2017).

entre les usagers/habitants, les salariés, les bénévoles. Malgré les limites de cette évolution vertueuse, dues à la présence, sur le territoire, de réseaux mafieux qui détournent l'action associative, voire l'annihilent, un processus lent de maturation est constamment en cours et il permet au « patrimoine communautaire » des quartiers de se transformer en action collective et engagée (Bucolo, 2014).

Ainsi, les distorsions du contexte économique et politique du Sud, dues en grande partie aujourd'hui à la présence de réseaux criminels, ne peuvent pas être comprises uniquement par l'explication « culturaliste ». Á notre sens, une lecture plus complexe s'avère nécessaire. Il s'agit donc de prendre en compte à la fois les contextes politiques et économiques comme déterminants pour comprendre les formes diverses qu'a pu prendre le développement économique, mais également les acteurs associatifs diversement mobilisés pour produire des espaces de création et d'innovation capables de générer des formes d'interaction avec les pouvoirs publics. Comme le montrent Cersosimo et Donzelli (2000, p.87) « le manque ou l'insuffisance de croissance dans un contexte territorial de relations civiques horizontales, de règles justes, de comportements partagés, ne se présente point comme un caractère anthropologique pré-acquis, mais, au contraire, comme le résultat d'une stricte interaction entre société et institutions, entre action publique et organisation communautaire, entre pratiques de vie et valeurs de référence ».

Les effets de l'assignation culturelle sur la posture des acteurs associatifs

Si, comme on l'a montré, on peut questionner les arguments savants qui considèrent que l'ensemble du Midi italien est condamné à des formes de sous-développement économique et institutionnel, la force de cette assignation vient malgré tout influencer les représentations et les pratiques en agissant sur « l'imaginaire collectif ». Aux interprétations scientifiques concernant le sens civique et l'esprit associatif se superposent les discours et les représentations des acteurs aux prises avec la réalité quotidienne des expériences qu'ils mettent en œuvre. Dans leurs récits⁶, deux postures se dégagent. D'un côté, une sorte de

⁶ L'ensemble des récits qui seront cités dans ces paragraphes ont été collectés lors de plusieurs terrains de recherche menés en Sicile entre 2001 et 2013.

rhétorique qui plaide « l'impossibilité » de l'agir solidaire en Sicile. De l'autre, une rhétorique « possibiliste », qui s'appuie sur le constat des potentialités de l'action associative, inscrites en filigrane dans l'histoire complexe de la Sicile. Ces deux représentations fonctionnent en parallèle et puisent dans le *corpus* composite des schémas représentatifs du Sud. Il nous paraît intéressant de relater certains récits emblématiques, pour montrer « la force que certaines idées assument pour façonner la réalité » (Cersosimo et Donzelli, 2000, p. XI).

La rhétorique de l'impossible : entre différence et déterminisme

Dans cette approche, l'éthos familialiste est restitué comme étant une « structure », une « prison de longue durée » (Braudel, 1973, p.65), une réalité que le temps n'arrive pas à défaire, empêchant toute expérience associative de produire des changements. On y propose une lecture de l'histoire et des événements qui apporte la preuve que tout mouvement associatif est voué à l'échec. Dans ce discours, largement répandu dans les associations mais également chez les responsables politiques, il n'est pas question de nier la force des événements passés et leur charge symbolique mais plutôt d'apporter une « justification » aux défaites actuelles :

« La vraie coopération ici n'a jamais existé. Il y a eu une explosion anormale de la coopération. C'est un problème culturel car ici le modèle principal de l'acquisition de biens c'est le modèle féodal. La propriété est exclusive. Le latifundium se fragmente par la démultiplication de petites propriétés. Et la mafia y trouve ses racines. Actuellement, les entreprises sociales se développent dans le Sud avec un retard de 10 ans par rapport au reste de l'Italie »⁷ ;

« Chez nous il y a un dicton qui dit : un seul ce n'est pas assez mais deux, c'est beaucoup trop ! Ceci est le signe de la méfiance par rapport à la coopération. Ici, la conviction de l'impossibilité de l'agir coopératif est enracinée. Cette méfiance culturelle est le résultat d'un parcours historique »⁸ ;

« La confiance du peuple sicilien, par rapport à ces instruments coopératifs, est certainement moindre par rapport à d'autres régions italiennes. Après la réforme

7 Entretien : ex-élu aux politiques sociales de la Ville de Palerme.

8 Entretien : ex-Maire de la ville de Corleone en Sicile.

agraire, la faiblesse de la coopération a eu comme effet la perte de sens du solidarisme collectif en Sicile »⁹.

A ce récit défaitiste s'ajoutent des preuves accablantes, qui viennent étayer une représentation de l'impossibilité de l'action collective en Sicile. On puise dans l'histoire les raisons à l'impossible coopération et à la solidarité meurtrie. A titre d'exemple, évoquer la liste des héros et des morts tués par la mafia en raison de leur engagement dans les associations et les coopératives revient, pour certains, à donner la preuve du risque, du danger intrinsèque à l'agir solidaire :

« La fin tragique du mouvement coopératif paysan s'est sédimentée dans la façon de penser des Siciliens, une sorte de sens commun des gens »¹⁰

« Les personnes les plus âgées nous rappellent ce que veut dire dans un village comme Corleone ne pas s'occuper de ses affaires. Cela signifie la mort violente »¹¹

« La longue litanie des noms des morts tués par la mafia : en résulte comme un rituel dont l'effet est de déconstruire les contextes, de d'épurer les faits et les personnages d'éléments réels pour les confier au mythe »¹²

Certains acteurs associatifs, essouffés par la complexité des enjeux, démunis devant les projets qui démarrent et s'affaiblissent, puisent dans les représentations communes, les raisons profondes de leurs échecs. Ils utilisent à leur tour la lecture dichotomique et culturaliste pour expliquer les raisons des difficultés qu'ils rencontrent. Ils se positionnent comme les « défenseurs de la modernité de l'agir civique » qui se confronte avec « l'incivisme » des publics qu'ils sont censés accompagner. Ces derniers s'inscrivent dans l'univers traditionnel des codes « familiaux » alors que les premiers se situent dans l'univers des « solidarités élargies » et de l'engagement volontaire pour autrui. Ce discours légitime, en creux, un regard sur les quartiers défavorisés identifiés à des « ghettos protégés et assistés » dans lesquels toute tentative de poser « les règles de la modernité » est vouée à l'échec. Les associations ne constituent, dans la perspective adoptée par ces récits, qu'un

⁹ *Ibidem.*

¹⁰ Entretien : historien et syndicaliste sicilien.

¹¹ *Ibidem.*

¹² Entretien : responsable d'une association de quartier.

vecteur « d'action sociale locale », « d'assistantat » qui se substitue aux services publics et qui finit par affaiblir la capacité individuelle d'émancipation.

« Les associations contribuent à l'assistantat. Comme si tout leur était dû (aux usagers). L'association constitue une alternative pratique pour les personnes qui viennent aux cours du soir pour le diplôme du collègue. Les écoles organisent le même service mais il n'y a personne car c'est plus fatigant et plus rigoureux par rapport à ce que proposent les associations »¹³

« On voulait mettre des règles pour travailler tous ensemble. Mais c'est impossible. Ils utilisent leur situation, la pitié des autres. Ce sont les pauvres de la situation. Il y a une erreur de fond dans la façon dont ils ont été habitués par l'association : à l'assistantat. S'ils demandent ils ont des réponses toujours positives»¹⁴ ;

« Ils ne cherchent pas du travail car ils doivent se déplacer à Palerme. La lenteur est une partie intégrante de leur vécu. Ce n'est pas que du fatalisme, c'est de l'assistantat »¹⁵.

Ainsi, l'action des associations finit par être considérée comme une « action de rupture », impossible à mettre en œuvre car inscrite dans la « modernité ». Elle semble être présente dans le tissu social local sans pouvoir véritablement en faire partie, en raison de la permanence d'un « substrat culturel particulariste ». Ce qui apparaît, en définitive, par ces quelques récits, est une rhétorique de « l'impossible » qui sert à justifier et freiner toute initiative associative.

La rhétorique du possible : la dimension sociale et politique

Certains acteurs associatifs se positionnent de manière plus critique par rapport à l'approche culturaliste et considèrent que les réussites et les défaites auxquelles ils se confrontent aujourd'hui ne dépendent pas de tares héréditaires et millénaires, ni du destin déjà écrit,

13 Propos collectifs recueillis lors d'une réunion de coordination entre associations et école dans le quartier populaire du ZEN.

14 Entretien : animatrice de rue.

15 Entretien : animatrice de rue.

mais s'inscrivent dans un parcours complexe d'expériences (Cersosimo et Donzelli, 2000, p. XIII).

« On ne peut pas construire des paradigmes d'interprétation qui soient convaincants en ignorant la plupart de l'histoire sicilienne et méridionale. Ne faisant même pas référence aux denses réseaux déployés sur le territoire grâce aux Fasci, ni aux structures organisationnelles – syndicats, partis, coopératives – qui formèrent la structure du mouvement paysan dans les deux après-guerres »¹⁶ ;

« Il ne s'agit pas d'initiatives éphémères nées d'un élan d'émotivité. Les associations ont donné la preuve de leur pérennisation. Leur nombre lentement, mais constamment, s'accroît chaque année. Ceci est la confirmation de la qualité d'un lien spécial entre les associés »¹⁷ ;

« Il faut prendre en compte les mouvements associatifs, ils montrent qu'il y avait confiance jusqu'à ce que mort s'ensuive, il y avait des dénonciations publiques »¹⁸

Ils cherchent à puiser dans l'histoire du mouvement associatif sicilien une caution à la vitalité de l'agir collectif. Ils s'inscrivent dans un processus de longue durée qui leur confère une légitimité et garantit une certaine reconnaissance aux expériences dont ils sont porteurs.

« Ce que l'on est en train de faire c'est important mais ce n'est pas nouveau »¹⁹

« Il y a, bien que minoritaire mais populaire, le modèle de la Sicile des Communes et celle des Fasci. Parfois il est proposé comme le front perdant de la Sicile des barons, comme le côté des vaincus qui de ce fait, réclament des droits moraux aux héritiers de ceux qui ont gagné autrefois et posent dans le futur la juste vengeance du passé »²⁰ ;

« Le territoire ne sélectionne qu'un certain type de forme associative : celle de la résistance. Les associations qui ont dû utiliser des stratégies de résistance, comme des

16 C'est le propos de Umberto Santino, l'un des leaders les plus influents du mouvement civique contre la mafia et animateur du « Centro di documentazione G. Impastato ». (Santino, 2000, p. 15).

17 Selon le témoignage de Tano Grasso, leader du mouvement anti-racket sicilien.

18 Entretien : leader du mouvement civique contre la mafia et animateur d'un centre culturel.

19 Entretien : leader du mouvement civique contre la mafia.

20 Entretien : historien.

combattants pour la libération de notre terre. Au fur et à mesure que l'on occupe des territoires, nous cherchons à y rester et ne plus partir »²¹ ;

« Notre histoire commence en 1996 mais elle a des origines bien plus lointaines, dans les luttes de Placido (Rizzotto) et des autres syndicalistes et paysans. Nous, avec humilité, en avons pris le relais, avec l'espoir et l'engagement de vouloir le tenir pour toujours et avec dignité »²²

Dans cette perspective, l'action associative, telle que restituée par les acteurs associatifs ou les responsables politiques, prend une autre envergure. Ils veulent créer, par le biais des services rendus et des biens produits, des « ouvertures » et des alternatives possibles de manière à dépasser la logique du « service dû » et inscrire les acteurs (usagers et travailleurs sociaux) dans une dynamique de projet collectif et partagé. Pour permettre cette interaction, il paraît essentiel de « *comprendre les points de force du territoire et valoriser les ressources locales* »²³ considérées comme des ressources et non pas comme des tares.

« Il y a, dans le cas des familles saines, une structure de l'honnêteté qui ne doit pas être comparée aux paramètres de la légalité abstraite mais doit être comprise dans son contexte. Ici les gens se débrouillent quotidiennement »²⁴

« On s'est confronté à une série de problèmes qui viennent en partie de notre parti pris de connaître ce dont les personnes ont besoin. Les impacts que nous avons imaginés ne se sont pas réalisés donc on a dû réadapter le projet par rapport au quartier »²⁵ ;

« Il faut faire tout pour que les signes de solidarité de famille et voisinage reviennent dans leur emplacement naturel, dans le rapport respectueux entre les personnes et non pas celui d'un assujettissement et d'une arrogance mafieuse »²⁶.

21 Entretien : ex-Adjoint aux affaires sociales Mairie de Palerme.

22 Entretien : Fondateur d'une coopérative de type B. Cité dans Barbieri, *Le mani in pasta*, 2005, Coop Libri, Editrice Consumatori.

23 Entretien : psychologue. Animatrice d'un projet avec les femmes dans le quartier populaire de la ZEN.

24 Entretien : prêtre animateur d'un centre social.

25 Entretien : psychologue, animatrice projet femme.

26 *Ibidem*.

Ainsi, la référence au territoire et à ses ressources permet de construire le « *sens commun* » sur les bases « *d'un monde partagé avec d'autres* ». La culture traditionnelle et particulariste ne constitue pas un frein à l'action mais, au travers d'elle et par le biais de l'échange, des opportunités nouvelles peuvent s'entrouvrir. Tout au long d'un lent processus, le respect de cette « *subjectivité sociale* » peut se transformer en « *subjectivité politique* » dans des espaces politiques plus étendus, des espaces interinstitutionnels. L'organisation de pétitions, de réunions de quartier, d'occupation des locaux et des terres, apparaît aux acteurs comme une suite logique des modalités d'interaction entre les personnes.

« Les valeurs de solidarité et de la famille, sont les mêmes que celles défendues par la mafia. C'est une question de culture, il faut déstructurer certaines valeurs qui appartiennent à la culture populaire et que la mafia a instrumentalisées. La solidarité peut être de teneur mafieuse : déstructurer certains sub-concepts c'est le véritable travail à accomplir »²⁷ ;

« Ce qui nous intéresse est de créer des perspectives de travail et des qualifications, mais ce n'est pas le seul objectif. Au contraire, le premier objectif est de créer des connexions entre les femmes, ceci était la chose principale et ça a marché »²⁸ ;

« Il faut travailler à rompre cette dynamique du silence et créer d'autres possibilités, bien que cela soit difficile »²⁹ ;

« L'animatrice avec laquelle on a travaillé connaît bien leur langage et elle est capable de le transformer. De changer les significations pour construire avec les personnes d'autres représentations. C'est une opération de transformation du sens »³⁰.

Dans ces récits s'exprime une rhétorique « possibiliste » qui ne dénie pas les spécificités territoriales et culturelles. Ils montrent non seulement la difficulté d'une analyse linéaire et déterministe pour comprendre une réalité complexe comme celle des interactions solidaires, mais également la force que peuvent avoir certaines représentations figées sur les pratiques quotidiennes. Les éléments traditionnels caractérisant les vécus individuels et collectifs ne

27 Entretien : syndicaliste et historien de la mafia.

28 Entretien : animatrice/fondatrice d'un centre social.

29 Entretien : directrice association contre la violence sur les femmes.

30 Entretien : psychologue. Projet femmes contre la violence.

sont pas rejetés en bloc mais valorisés en tant que ressources car ils constituent la nature même de l'être ensemble associatif. Le contexte traditionnel est considéré comme ayant déjà en soi toutes les possibilités d'un développement spécifique, mais il a besoin d'être réinterprété et mobilisé de manière sélective (en valorisant ou dénaturant certains éléments). Ceci nous renvoie à une analyse de l'association dans le contexte méridional comme irréductible au seul registre de la modernité universaliste. Elle ne s'inscrit pas uniquement dans le registre de la tradition ni dans celui de la modernité (Laville et alii, 1997, p.61). L'association suppose des relations directes et personnalisées entre ses membres, et en ceci elle relève de l'espace privé de la communauté, tout en construisant des réseaux qui dépassent les appartenances « naturelles » car l'engagement individuel relève d'un choix personnel et non obligé par la tradition ou l'autorité.

Ainsi, l'approche de Putnam, inspiré par Banfield, pour lequel le développement et la performance des institutions relèvent de l'absence de *familialisme* et donc des liens traditionnels, peut être questionnée. La modernité porteuse d'esprit civique, dans le sens du changement et du développement, ne suppose pas forcément le dépassement de la tradition. Dans ce sens, Meloni (1997, p.XIV) montre que : « Ce n'est pas tant la famille avec sa structure et ses liens internes, qui détermine des processus de développement, mais la particulière structuration et intégration réciproque qu'elle établit avec le contexte social, économique et institutionnel. Structures, formes organisationnelles, soutien parental, réseaux de réciprocité, en s'adaptant au contexte environnant, inventent des solutions ».

Conclusion

Dans ce texte nous avons souhaité « déplacer le regard » et adopté la perspective proposée par Mutti qui considère « le développement plus comme un effet de la valorisation des ressources préexistantes que comme la rupture exogène des facteurs qui pourraient le limiter » (cité par Gucciardo, 2008, p. 47). Dans cette perspective, on peut considérer l'émergence d'attitudes civiques dans le cadre de la vie associative, définies ainsi au sens où elles dépassent les seuls intérêts individuels, ne peut se penser qu'en relation directe avec les liens entre individus dans leur quotidienneté, car c'est là qu'elles trouvent leurs racines. Certes, les liens communautaires, familiaux et amicaux, ainsi que les relations de voisinage, la confiance et le respect peuvent évoquer la permanence de liens autocentrés et

« amoraux », selon la définition de *familialisme amoral* de Banfield. Cependant, à l'instar d'autres chercheurs, nous considérons que ces mêmes liens peuvent également être vecteurs de ressources pour la participation citoyenne et les formes d'engagement.

Il nous a semblé possible de montrer que cette assignation culturelle est réductrice et qu'elle a des effets considérables sur l'agir associatif malgré la capacité des acteurs à s'organiser et à mobiliser des expériences associative et coopérative de grande ampleur. En définitive, nous avons essayé de sortir des catégorisations réductrices³¹ et l'itinéraire que nous avons voulu suivre est celui tracé par l'ambition d'« élaborer à propos du Midi et en l'étudiant, des catégories conceptuelles capables d'explicitier également d'autres morceaux de ce monde » (Cersosimo et Donzelli, 2000, p. XVIII). De contribuer, en définitive, à une pensée qui n'a pas honte de ses propres origines mais qui ne renonce pas à regarder au-delà de soi, en étant curieux du monde.

BIBLIOGRAPHIE

Allum, Percy (1995). Le double visage de la Démocratie chrétienne italienne. *Politix*, vol.8, n°30, pp.24-44

Banfield, Edward C. (1958). *The moral basis of a backward society*. New York, The Free Press, 204 p.

Bevort, Antoine (2002). *Pour une démocratie participative*. Paris, Presses de Sciences Po, 129 p.

Blando, Antonino (2002). Les transformations de la notabilité dans le Mezzogiorno contemporain. In : *Journées d'étude : Notables et pouvoirs notabiliaires, CERI, Paris, 27 juin 2002*

Braudel, Fernand (1973). *Scritti sulla storia*. Milan, Oscar Mondadori, 285 p.

Briquet, Jean-Louis (2006). Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du "cas italien". *Genèses*, n°62, pp.49-68

31 « Le dynamisme économique de certaines provinces, les succès des mobilisations antimafia, l'essor des associations et l'imprévisibilité des équilibres politiques sont autant de processus qui animent et différencient les régions du Sud de l'Italie et vont à l'encontre des représentations dichotomiques. Ces mouvements sociaux montrent que des méridionaux peuvent se mobiliser pour autre chose que l'intérêt matériel immédiat de la famille nucléaire ; et que l'avenir de ces régions n'est pas inscrit dans leur passé, encore moins dans leur « substance » (Rayner, 1998, 204).

Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric, (1998). *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 336 p.

Bucolo Elisabetta (2014). L'arrière-scène participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme : analyse d'une réalité complexe, *Revue Lien social et politiques*, n.71, pp.179-194

Bucolo Elisabetta (1998). *Le Tiers secteur entre tradition et modernité, analyse de la zone méditerranéenne : le cas de la Sicile*. Mémoire de DEA, EHESS, 93 p.

Bucolo Elisabetta (2017). Histoire et actualité des luttes contre la mafia en Sicile, dans Bucolo E., Coraggio JM., Laville JL, Pleyers G. (sous la direction de), *Mouvements sociaux et économie solidaire*, DDB, 2017, pp. 199-215.

Bucolo Elisabetta (2018). Comment les coopératives créent de l'action publique territoriale : cas de la Sicile et de la lutte à la mafia, *RECMA - Revue Internationale de l'Economie Sociale*, n.347, p. 129-141

Catanzaro, Raimondo (1989). *Società, politica e cultura nel Mezzogiorno - Atti del convegno "Il Sud e i sud : la questione meridionale oggi"*, Napoli, dal 5 al 7 dicembre 1985. Milan, Franco Angeli, 160 p.

Cersosimo, Domenico et Donzelli, Carmine (2000). *Mezzo giorno : realtà, rappresentazioni e tendenze del cambiamento meridionale*. Rome, Donzelli Editore, 288 p.

Davis, John (1997). *Antropologia delle società mediterranee : un'analisi comparata*. Turin, Trauben edizioni, 283 p.

De Spirito, Angelomichele (1993). *Sud e famiglia*. Rome, Euroma, 205 p.

De Sousa Santos Bonaventura (2011). Epistemologies du Sud, *Etudes Rurales*, n. 187, p.21-49

Ferragina Emanuele (2009). Le teorie che non muoiono mai sono quelle che confermano le nostre ipotesi di base : cinquant'anni di familismo amorale, *Meridiana*, n.65-66, pp.265-287.

Fukuyama, Francis (1997). *La confiance et la puissance. Vertus sociales et prospérité économique*. Paris, Plon, 412 p.

Gardin, Laurent (2006). *Les initiatives solidaires. La réciprocité face au marché et à l'Etat*. Ramonville Saint-Agne, Erès, 190 p.

Gucciardo, Gaetano (2008). *Capitale sociale e senso civico nel Mezzogiorno*, Caltanissetta-Roma, Salvatore Sciascia Editore, p.151.

Laville, Jean-Louis et Sainsaulieu, Renaud (1997). *Sociologie de l'association : des organisations à l'épreuve du changement social*. Paris, Desclée de Brouwer, 403 p.

Lazar, Marc (1997). Interrogations italiennes. *Quaderni*, n.32, pp.69-79.

Lazar, Marc et Bouissou, Jean-Marie (2001). Comparer deux « démocraties hors normes », *Revue française de science politique*, vol. 51, n.4pp. 531-543.

Lombardi Satriani, Luigi (1993). Più padre, meno padrone dans De Spirito, Angelomichele (sous la direction de). *Sud e famiglia*. Rome, Euroma, pp.93-98.

Lupo, Salvatore (1993). Le associazioni consortili, 1861-1945. dans Cancila, Orazio (sous la direction de). *Storia della cooperazione siciliana*, Palerme, Istituto Regionale per il Credito alla Cooperazione, pp. 83-99

Magatti, Mauro et Mingione, Enzo (1997). Strategie familiari e sviluppo : una comparazione Nord-Sud. dans Meloni, Benedetto (sous la direction de). *Famiglia meridionale senza familismo : strategie economiche, reti di relazione e parentela*. Catanzaro, Meridiana Libri, pp.137-158

Meloni, Benedetto (sous la direction de). *Famiglia meridionale senza familismo : strategie economiche, reti di relazione e parentela*. Catanzaro, Meridiana Libri, 1997, 432 p.

Mutti, Antonio (1998). *Capitale sociale e sviluppo : la fiducia come risorsa*. Bologne, Il Mulino, 147 p.

Mutti, Antonio (1991) Sociologia dello sviluppo e questione meridionale oggi. *Rassegna italiana di sociologia*, Tome XXXII, n°2, pp.155-179

Mutti, Antonio (1996). Particolarismo. *Rassegna italiana di sociologia*, Tome XXXVII, n°3, pp.501-511

Piselli, Fortunata (2000). Social capital as situational and dynamic concept. dans *International Workshop on social capital, Université de Trento, 19-20 octobre 2000*

Pitt-Rivers, Julian (1997). *Anthropologie de l'honneur : la mésaventure de Sichem*. Paris, Hachette, 275 p.

Pizzorno, Alessandro (2001). Perché si paga il benzinaio. Per una teoria del capitale sociale. dans Bagnasco, Arnaldo ; Piselli, Fortunata ; Pizzorno, Alessandro ; Trigilia, Carlo (sous la direction de). *Il capitale sociale, istruzioni per l'uso*. Bologne, Il Mulino, pp.19-46.

Putnam, Robert D. ; Leonardi, Robert ; Nanetti, Raffaella Y. (1993). *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*. Princeton, Princeton University Press, 258 p.

Rayner, Hervé (1998). Le point de vue aérien de Robert Putnam. A propos de Making Democracy Work. *Politix*, vol.11, n°42, pp.179-204

Santino, Umberto (2000). *Storia del movimento antimafia. Dalla lotta di classe all'impegno civile*. Rome, Editori Riuniti, 405 p.

Siebert, Renate (1994). *Le donne, la mafia*. Milan, Il Saggiatore, 463 p.

Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique*. 1835.

Turnaturi, Gabriella (1993). Limiti come risorse. dans Carbonaro, Antonio ; Facchini, Carla (sous la direction de). *Capacità, vincoli e risorse nella vita quotidiana. Tradizione e innovazione nella riproduzione sociale*. Milan, Franco Angeli, pp.127-135

Turnaturi, Gabriella (1994). I soggetti dell'universalismo. *Rassegna italiana di sociologia*, Tome XXXV, n°3, pp.361-383